

Claude J. AC ! Gironde (33)

Je milite à AC ! depuis 15-20 ans. Pour moi, la base d'« agir contre le chômage », c'est de considérer que tous les travailleurs sont des chômeurs potentiels et qu'on ne peut pas dissocier les chômeurs des travailleurs.

J'ai rejoint SUD-Rail à la SNCF, lorsque j'y travaillais comme commercial. On défendait tous les travailleurs du rail et non pas que les cheminots. On tenait à intégrer les salariés sur les postes externalisés, car beaucoup de postes le sont, et de plus en plus. Pour certains, c'était de l'énergie perdue, ça ne nous regardait pas. Mais pour moi, c'était très important, et c'était ce qui faisait notre différence. Ça m'a donné une ouverture sur la lutte des classes. C'est cette vision, et mon appartenance à Solidaires qui m'ont mené à AC !. Le Groupe des dix a été à l'origine de la création d'AC ! Gironde dans le cadre de l'interprofessionnel.

Nous avons eu des scissions localement, à cause de conflits entre chômeurs et syndicalistes. En tant que salariés, nous nous sommes faits traiter de « nantis » et les chômeurs voulaient prendre seuls les décisions. A partir de ce moment-là, j'ai moins participé, mais je viens toujours en soutien aux actions, et je m'occupe de l'informatique pour AC ! Gironde. J'apporte ma petite pierre, grâce à mes connaissances personnelles en droit du travail (j'ai une formation de juge prud'homal), je fais de l'aide juridique sur demande. C'est très important dans les situations de licenciements, j'explique les stratégies possibles, les démarches juridiques et administratives à entreprendre. Il faut se tenir au courant au fil des évolutions.

Moi ma spécialité, c'est l'amiante et la santé. J'ai vu les normes changer et leur absurdité. On crée des maladies professionnelles et on refuse de les reconnaître. La France est derrière en Europe sur les accidents du travail. Comme ils doivent être indemnisés par les employeurs, ils sont très peu déclarés. Le Medef fait du lobbying pour qu'un minimum de maladies soient reconnues comme étant d'origine professionnelle.

Les pouvoirs publics demandent des justifications aux bénéficiaires du RSA, mais ne demandent rien aux entreprises, à qui ils donnent des millions en subventions. On tape sur les chômeurs, on veut leur donner

un minimum pour les contraindre à se mettre au travail, alors qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tous. On ne sait pas faire face à cela.

C'est dans ma nature de militer. Je suis obligé de faire quelque chose face à la détresse. Aujourd'hui je fais partie de SUD Rail, de Solidaires 33 et d'une association d'écrivains et boxeurs, Le gant et la plume.